

La situation économique

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre, s'il vous plaît. J'ai essayé de faire signe au secrétaire parlementaire de poursuivre ses propos. Je ne peux pas reconnaître le député, car il n'est pas assis à sa bonne place.

M. Evans: La mauvaise place, monsieur l'Orateur, c'est celle que le député occupe habituellement. Des dépenses de consommation constamment excessives, dans notre pays et ailleurs, et des dépenses d'investissement insuffisantes n'arrangent pas les choses. Le député de Capilano (M. Huntington) a lui-même dit ce soir qu'il fallait investir des montants énormes de nouveaux fonds au Canada, afin d'accroître la productivité. Je suis entièrement d'accord avec lui, tout comme le ministre d'ailleurs. Mais nous n'obtiendrons pas de nouveaux apports de capitaux, de nouveaux investissements massifs en réclamant, comme l'a fait ce soir le chef de l'opposition (M. Clark), l'instauration de nouveaux programmes d'allocations de logement, de crédits d'impôt à l'énergie, de subsides pour frais hypothécaires, et de subsides pour frais de chauffage, qui absorberaient les milliards qui doivent servir à accroître la productivité de l'économie et non à financer de plus en plus de pareils programmes permanents de consommation.

Nous avons un problème du côté de la croissance de la masse monétaire. La Banque du Canada s'est engagée à s'attaquer à ce problème. Nous avons également un problème dont nous ne sommes nullement responsables, soit l'état de choc provoqué par la hausse du prix des biens de consommation, notamment des aliments, due à la sécheresse. Ce n'est pas le gouvernement libéral qui a provoqué la sécheresse. Nos vis-à-vis sont peut-être enclins à le croire, mais les députés ne sont pas responsables de la sécheresse, quel que soit leur parti. Quoi qu'il en soit, la sécheresse s'est répercutée sur le prix des aliments, et la politique libérale n'est pas en cause. Le monde a subi le choc des hausses de prix du pétrole, lesquelles se répercutent dans l'ensemble de l'économie. Ces hausses alimentent l'inflation, et ces pressions inflationnistes doivent être absorbées ou encore se traduire par des hausses de prix répétées pour tous les biens de consommation. C'est la situation dans laquelle se trouvent le Canada et tous les pays du monde.

Le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) a fait allusion au contrôle des prix. Il dit qu'il faut surveiller les prix et les réduire au besoin, et qu'il faut s'assurer que les entreprises et les milieux des affaires de notre société ne filoutent pas le public. Je lui réponds que tous les chiffres et les faits que j'ai étudiés font voir qu'aucun secteur des affaires et de l'économie ne réalise de façon constante des bénéfices excessifs. De toutes les études que l'on a faites, aucune ne démontre que les milieux des affaires pressurent le public en réalisant des bénéfices excessifs. Il est absolument nécessaire de permettre aux investisseurs de faire plus de bénéfices à investir si l'on veut les encourager dans ce secteur.

Une voix: Une augmentation de 56 p. 100 des profits tirés du pétrole par exemple?

M. Evans: Exactement. Et cela contribuera à la multiplication des travaux d'exploration et d'exploitation des gisements. Cela répondrait parfaitement aux désirs du député.

D'aucuns veulent que nous prenions des mesures de contrôle des salaires et des prix. Ce que nous avons constaté jusqu'à présent, c'est que de belles mesures n'ont pas d'effets bénéfiques permanents ou même prolongés sur l'inflation. Si la cause profonde de l'inflation persiste, le contrôle des salaires et des prix est inefficace. Une telle mesure agit un peu comme le couvercle d'une théière. Si on ne baisse pas le feu, la théière explose, et pourtant, les députés néo-démocrates se font les avocats d'une politique des revenus et que sais-je encore.

Tout à l'heure, le député de Broadview-Greenwood a signalé que tous les pays qu'il avait examinés, dont l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada, appliquaient des politiques qui avaient un trait commun. Le député n'a-t-il jamais songé au fait que tous ces pays suivaient peut-être des politiques similaires, face aux problèmes internationaux, pour la bonne raison que ces politiques étaient les plus appropriées? Est-ce parce qu'elles ne correspondent pas à la politique que préconise le NPD que le reste du monde a tort? Je ne le crois pas et je ne crois pas que le Canada ait tort et que le gouvernement ait tort.

L'opposition, comme on a pu le constater, est constamment passée à côté des réalités économiques. Nous l'avons vu à plusieurs reprises ce soir et dans le passé. Les députés d'en face manquent de suite dans les idées. D'une part, ils réclament à hauts cris que le gouvernement fasse diminuer l'inflation, fasse baisser les taux d'intérêt, selon une formule magique quelconque. Ils s'imaginent qu'on peut fixer de façon arbitraire les taux d'intérêt. Mais ce n'est pas ainsi que ça se passe.

● (0010)

D'autre part, on nous demande à cor et à cri d'accroître les dépenses et de réduire les impôts, ce qui ne ferait que grossir les déficits. Les gens d'en face nous disent de réduire les déficits, et c'est ce que le ministre des finances (M. MacEachen) fait dans son budget. C'est une situation totalement absurde. Nous sommes censés accroître les dépenses, réduire les impôts, ce qui contribue à réduire les recettes gouvernementales, tout en luttant contre l'inflation et la montée des taux d'intérêt. Nous ne pouvons faire les deux en même temps.

M. Rae: Oui, vous le pouvez.

M. Evans: Tant que l'opposition n'aura pas compris la situation, nous ne pourrions avoir de débat logique et cohérent à la Chambre des communes.

Au cours de la soirée, des députés de l'opposition officielle et du Nouveau parti démocratique ont prétendu que la politique gouvernementale faisait du tort aux Canadiens à revenus faibles et moyens et que nous pressurons ceux-ci. Le député de Nepean-Carleton (M. Baker) est allé plus loin, disant que les vieillards n'ont que la pension de la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti. Grand Dieu, ces programmes avaient été justement conçus pour aider les nécessiteux. Les plaintes sont-elles fondées? Ces programmes avaient été instaurés pour tous, mais surtout pour un petit groupe que nous espérons sortir de la pauvreté le plus rapidement possible. Les autres groupes ne sont pas dans une telle misère et leurs prestations sont indexées pour qu'ils puissent se maintenir au-delà du seuil de la pauvreté.